



LES BESOINS EN FORMATION DES ENTREPRISES ARDENNAISES

Les résultats du commerce

Enquêtes : AGEFOS-PME, CGPME, CCI des Ardennes

Analyse : D. Sikouk / L. Maurel - Observatoire économique - CCI des Ardennes – Direction de la formation, des études économiques, de l'information et des TIC

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DES ARDENNES

18 A avenue Georges Corneau
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

☎ 03 24 56 62 62 - 📠 03 24 56 62 22

MARS 2009

L'objectif de cette enquête menée par la CCI des Ardennes, l'AGEFOS-PME et la CGPME, à la demande du Préfet et de la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi, est de recenser les besoins en formation, eu égard au contexte économique actuel, en leur permettant de proposer aux salariés une alternative aux mesures de chômage partiel.

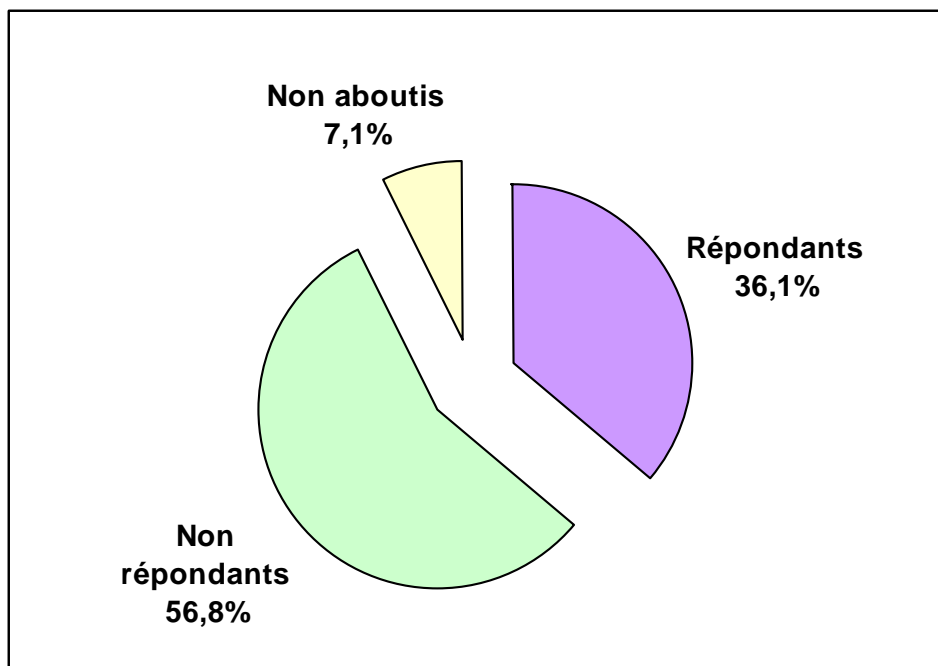
Seules les enquêtes du secteur commerce seront analysées.

I] METHODOLOGIE

Panel de l'enquête : 465 établissements à interroger

L'enquête a été réalisée par téléphone par les collaborateurs de la CCI des Ardennes, de l'AGEFOS-PME et ceux de la CGPME, sur la période du 24 février au 2 mars 2009, selon le panel suivant : commerces des Ardennes de 5 à 50 salariés.

Panel des répondants : 168 établissements commerciaux

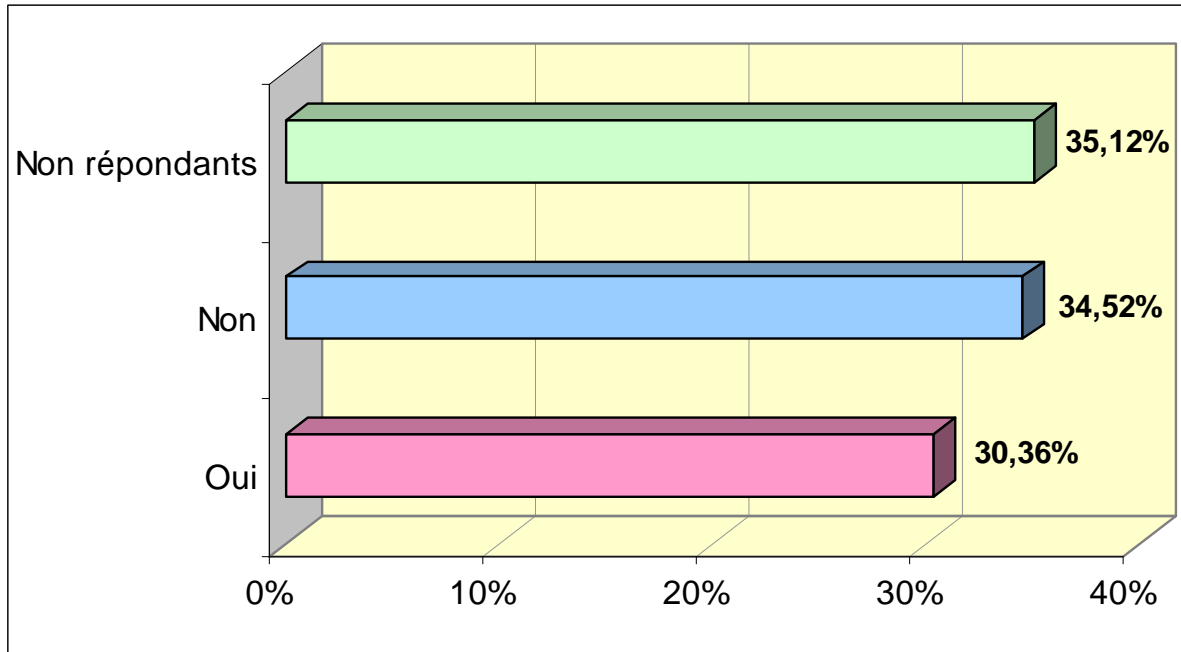


Le **taux de réponse est satisfaisant** avec un peu plus d'une entreprise sur trois qui a répondu à l'enquête (**36,1%**).

Les appels **non aboutis** s'élèvent à **85**, soit 18,3 % du panel de départ.

II] LES DISPOSITIFS DE FORMATION DANS LES ENTREPRISES ARDENNAISES

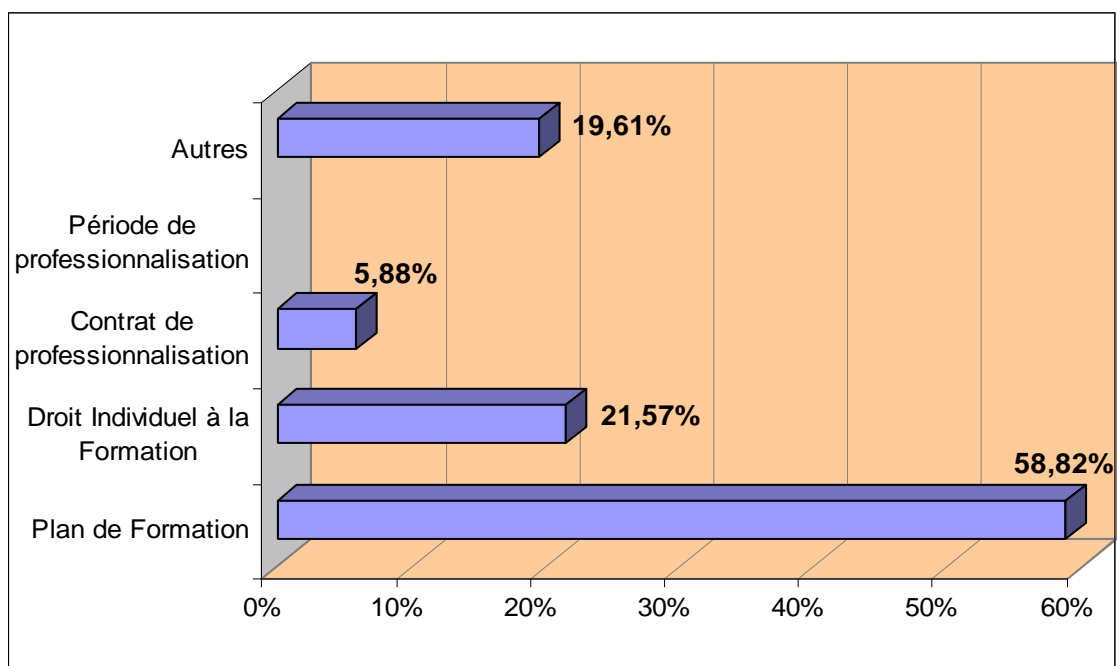
Question : Avez-vous prévu des formations pour 2009 ?



On observe une **quasi-parité** entre les dirigeants qui ont prévu des formations (30,4%), et ceux qui n'ont pas mis en œuvre de dispositifs (environ un tiers).

Un autre tiers des établissements, 59 au total, ne s'est pas exprimé sur la mise en place de formations en 2009. Pour ces commerces, la formation est gérée en interne, soit par le groupe ou la franchise, soit via les centrales d'achats ou les fournisseurs.

Si oui, quels dispositifs comptiez-vous utiliser ?



Plusieurs réponses possibles.

La majorité des dirigeants d'établissements commerciaux qui ont prévu des formations pour 2009 a établi un **plan de formation**. Le droit individuel à la formation (**DIF**) est utilisé dans un plus d'**un cas sur 5**. Le contrat de professionnalisation est très peu cité mais toujours plus que la période de professionnalisation qui semble méconnue.

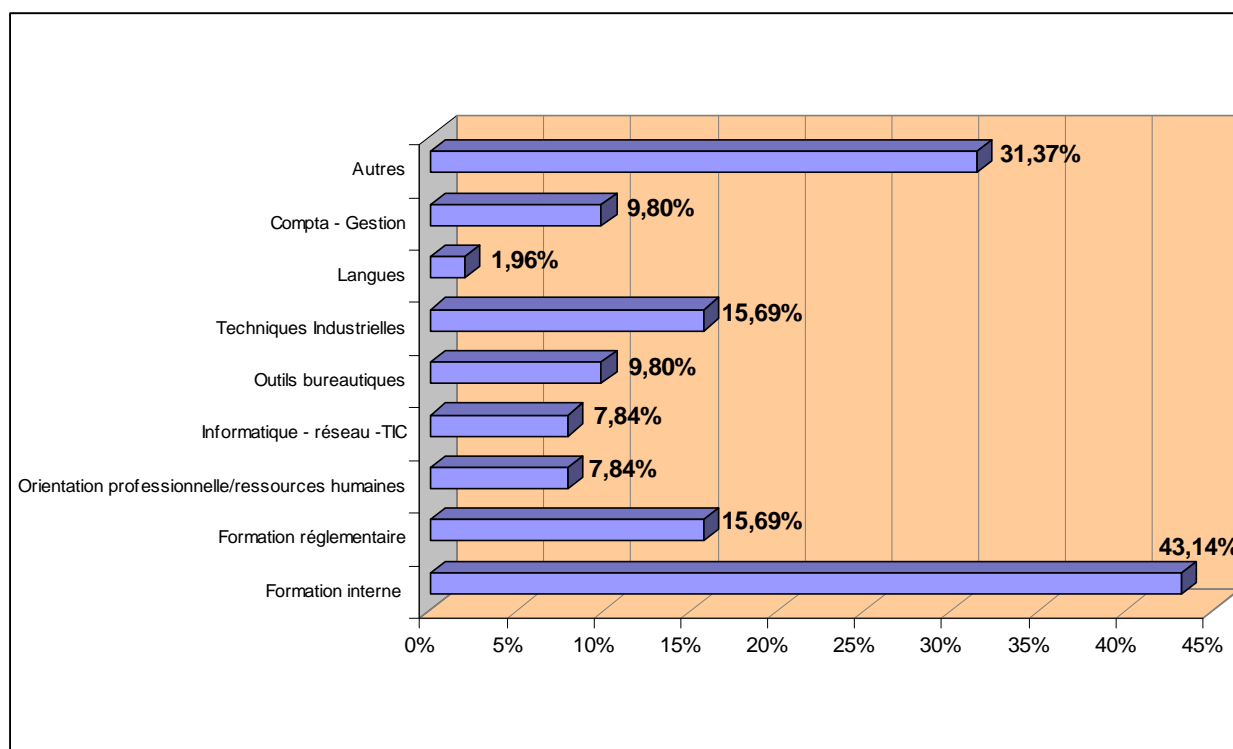
Parmi les réponses « autres », on trouve notamment le recours à des organismes de formation spécialisés comme l'ANFA, ADEFIM,...

Combien de personnes sont concernées par ces dispositifs de formation ?

37,2 % des effectifs « répondants » sont concernés par un des dispositifs de formation précités, cela représente un volume **d'effectifs formés ou à former** en 2009 de **230 personnes**.

Pour 23 établissements, donner une indication quant à l'effectif concerné par la formation n'est pas encore envisageable, tout dépendra de la conjoncture et par conséquent du budget dont ils disposeront.

Quelle est la nature des formations envisagées ?



Plusieurs réponses possibles. Plusieurs types de formation sont possibles dans une même entreprise.

La **formation interne** constitue le premier « vecteur » de formation dans le secteur commerce. Elle est le plus souvent sous l'égide du siège social du groupe ou de la franchise ; elle peut également être assurée par les centrales d'achats ou les fournisseurs.

Ensuite, les chefs d'entreprise commerce se sont exprimés sur d'autres domaines que ceux précités. Ainsi, on retrouve par exemple : la vente (6 citations), le management (2), la restauration (2),...

Dans les propositions préexistantes, ce sont **la formation réglementaire** et les **techniques industrielles** qui sont le plus évoquées (16% chacun).

On retient par ailleurs que les formations « **outils bureautiques** » et « **compta – gestion** » sont citées par un dirigeant sur 10.

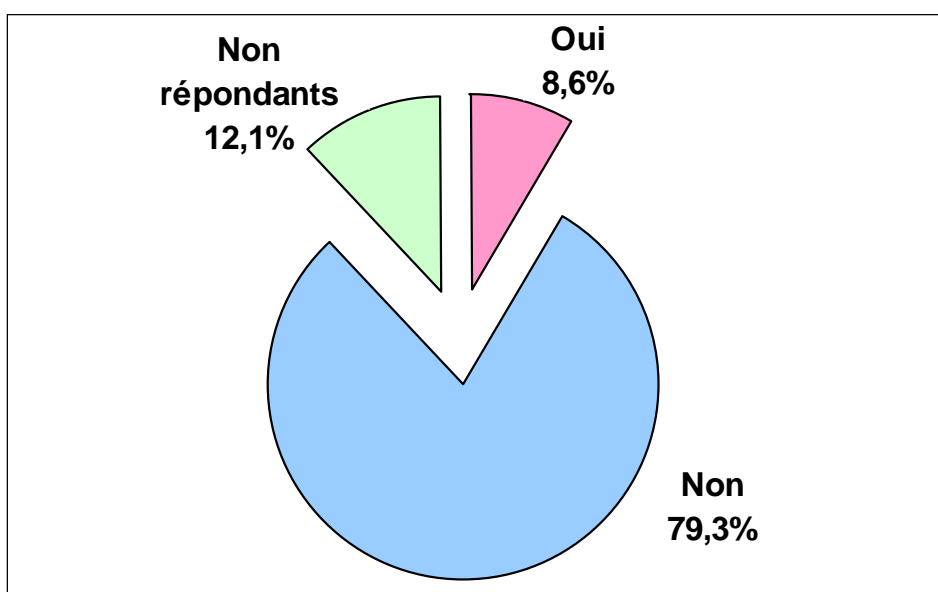
La conjoncture actuelle vous incite-elle à modifier ce plan de formation ?

Malgré la conjoncture, **aucun établissement** n'est incité à modifier son plan de formation. **28** chefs d'entreprise sont certains que **la conjoncture n'aura aucune incidence** sur ce plan.

Néanmoins, le taux de **non répondants** reste assez élevé (**43 %**), ce qui prouve le manque de visibilité par rapport à l'avenir de leur activité.

Si l'entreprise n'a pas prévu des formations en 2009 (elles sont 58 dans l'échantillon des répondants) ...

→ La conjoncture actuelle pourrait-elle vous inciter à mettre en place des formations ?



Pour les commerces qui n'ont pas établi de plan de formation pour 2009, presque huit sur dix (soit 46 établissements) n'envisagent pas de modifier leur décision du fait de la conjoncture.

Seuls cinq chefs d'entreprise prévoient de mettre en place des formations compte tenu de la conjoncture.

 **Si oui, quels dispositifs comptez-vous mettre en place ?**

	Plan de Formation	Droit Individuel à la Formation	Contrat de professionnalisation	Période de professionnalisation	Autres	ne sait pas
Nombre d'établissements répondants	3	3	0	0	2	1

Plusieurs réponses possibles. 5 établissements ont répondu.

Autres : formation individualisée à la demande des salariés, CIF, ...

Parmi les 5 établissements qui pensent mettre en place des formations dans l'entreprise, consécutivement à la conjoncture, 3 établissements le feront par l'intermédiaire du plan de formation et/ou du DIF.

 **Combien de personnes seraient concernées ?**

Le nombre de **personnes concernées** reste faible (26 personnes) car peu d'entreprises sont sensibles à la formation malgré la conjoncture.

Si on ajoute ces effectifs à ceux déjà prévus aux formations 2009, on atteint un total de **256 personnes formées ou à former**, soit environ 38 % des salariés du panel des répondants.

Le taux de **30,4 %** d'établissements ayant prévu des formations en 2009, passera alors à **33,3 %** si la conjoncture actuelle persiste.

Quelle serait la nature des formations envisagées ?

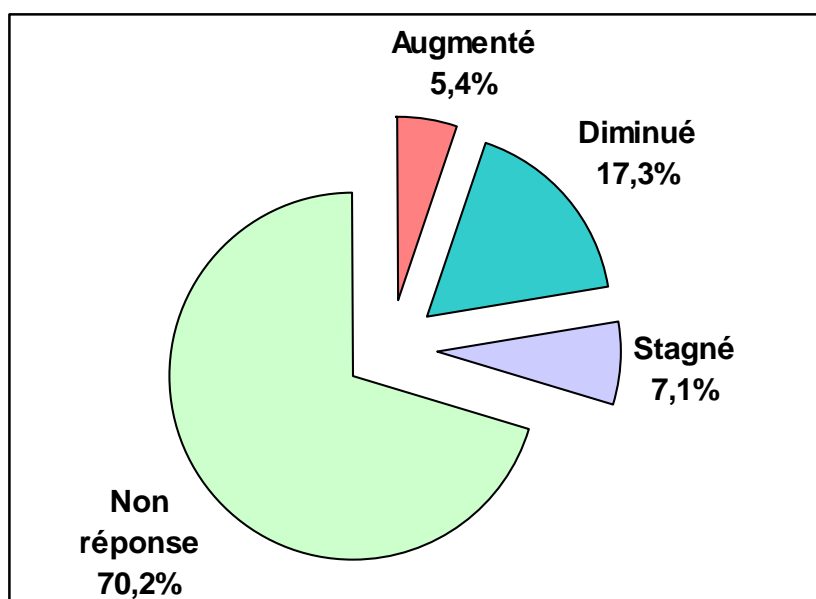
	Nombre de réponses
Formation réglementaire	2
Orientation professionnelle/ressources humaines	1
Informatique - réseau -TIC	1
Outils bureautiques	1
Techniques Industrielles	1
Langues	0
Compta - Gestion	0
Autres	0
nsp	1

Plusieurs réponses possibles, établies sur les 5 établissements envisageant de la formation.

Le faible taux de réponse ne nous permet pas d'apporter des commentaires.

III] NIVEAU D'ACTIVITE ACTUEL DES ENTREPRISES INTERROGÉES

Votre carnet de commandes depuis le 1^{er} janvier a (par rapport à la même période de l'année dernière)



On remarque que la grande majorité des commerçants (sept sur dix) préfère ne pas répondre à cette question, qui, compte tenu de la conjoncture économique, demeure sensible.

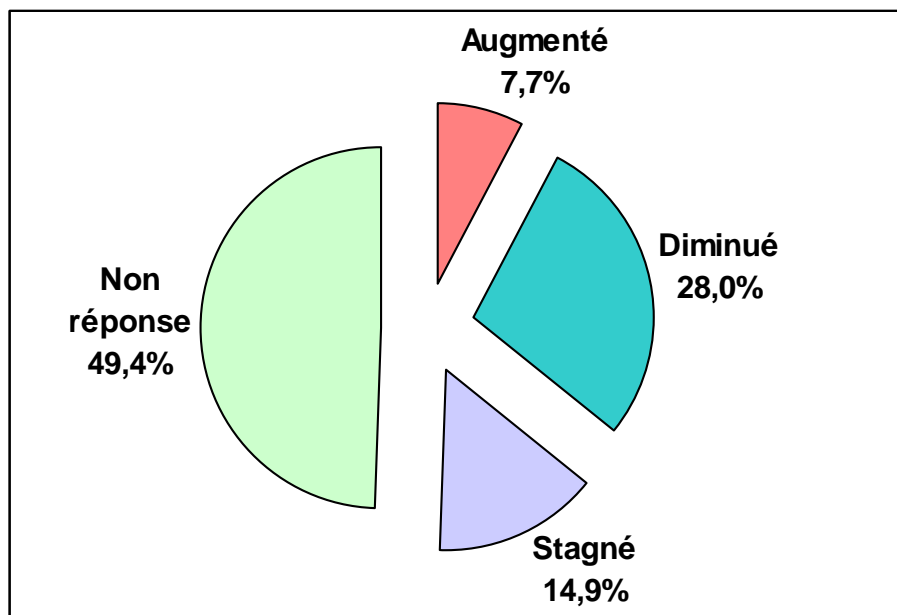
Dans les réponses formulées, c'est une baisse du carnet de commandes par rapport à la même période de l'année dernière qui est le plus souvent citée. En effet, seulement 5 % annonce une augmentation, alors que pour 17 %, soit 29 commerçants, une diminution a été constatée. Pour 12 établissements, le niveau de commandes reste stable.

➡ Augmentation du carnet de commandes en % : **+19 %** (pourcentage établi sur 5 valeurs)

➡ Baisse du carnet de commandes en % : **- 25,6 %** (pourcentage établi sur 12 valeurs)

En pondérant ces hausses et ces baisses de carnets de commandes, on arrive à une **baisse globale moyenne de -12,5 %** par rapport à la même période que l'année dernière, pour les répondants à l'enquête.

Votre chiffre d'affaires depuis le 1^{er} janvier a (par rapport à la même période de l'année dernière)



Même si le taux de réponse est plus élevé que pour le carnet de commandes, c'est encore un établissement sur deux qui n'a pas souhaité donner d'indications quant à l'évolution de son chiffre d'affaires.

Comme pour le carnet de commandes, les commerçants sont plus nombreux à déclarer un chiffre d'affaires en diminution par rapport à la même période de l'année dernière.

Par rapport à l'évaluation sur le carnet de commandes, les commerçants qui connaissent une stabilisation de leur chiffre d'affaires sont deux fois plus nombreux.

➡ Augmentation du chiffre d'affaires en % : **+17,5 %** (pourcentage établi sur 4 valeurs)

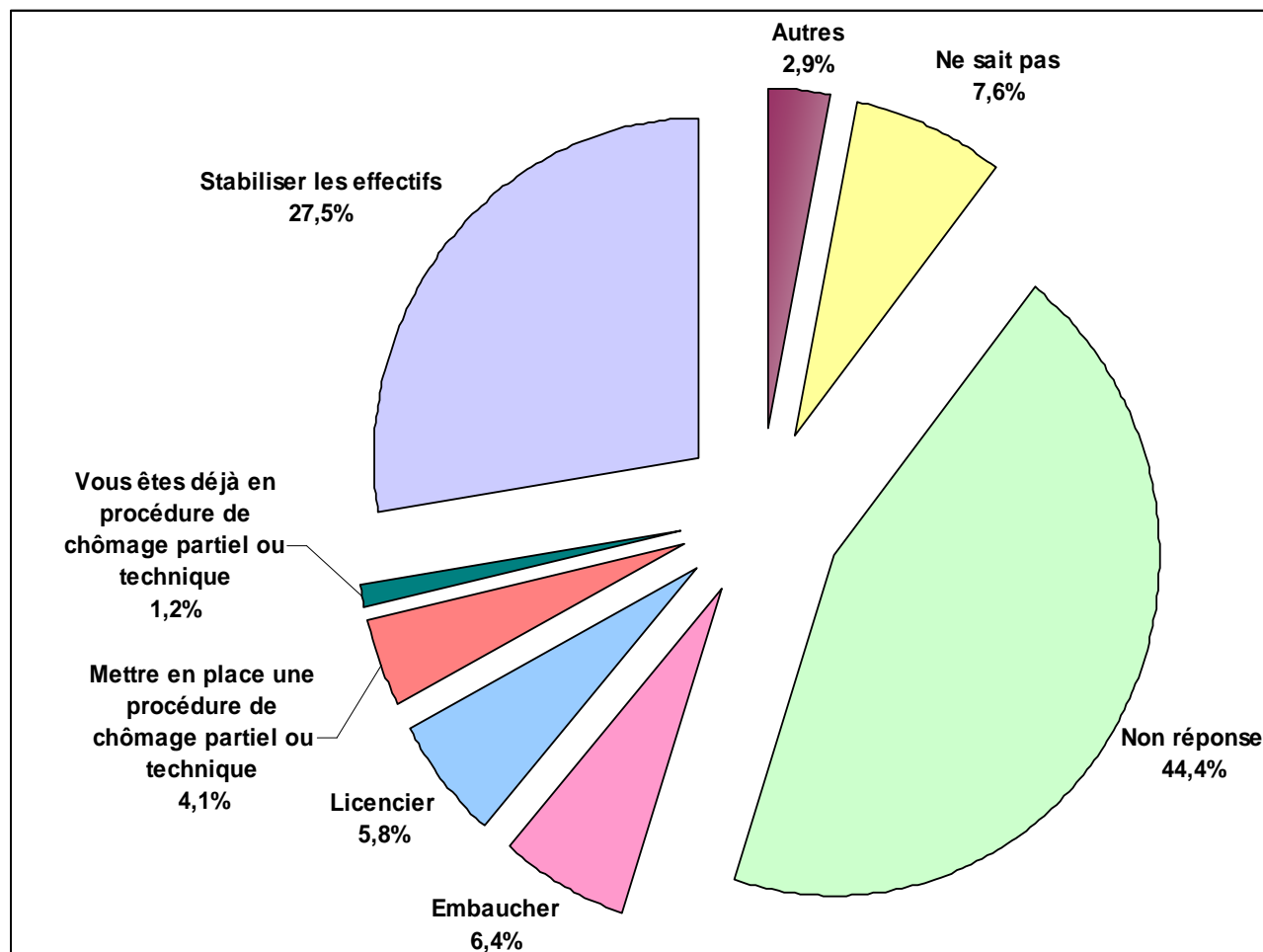
➡ Baisse du carnet de commandes en % : **-17,3 %**

La pondération des réponses nous permet d'afficher une **baisse moyenne globale** du chiffre d'affaires 2009 (mois de janvier et février) par rapport à 2008 de **-12,6 %**.

On constate que globalement le carnet de commandes et le chiffre d'affaires ont suivi la même évolution avec une baisse moyenne de 12,5 % par rapport à la même période l'année dernière.

IV] PERSPECTIVES D'EMPLOI

En matière d'emploi, si la conjoncture devait perdurer, avez-vous l'intention de ...



Plus de quatre établissements sur dix préfèrent ne pas répondre à cette question, qui reste sensible eu égard à la conjoncture.

Néanmoins, si les difficultés économiques persistent, les commerçants prévoient avant tout de stabiliser les effectifs, **47 établissements** se sont prononcés en ce sens.

Autant de structures prévoient le recours à l'embauche ou au licenciement, **6 % en moyenne**.

Le chômage partiel ou technique est une alternative assez peu citée par les commerçants, seulement deux sont effectivement concernés aujourd'hui et sept seraient susceptibles de l'être.

V] CONCLUSION

L'enquête sur les besoins en formation des commerces dans les Ardennes a montré :

- Un taux de réponse satisfaisant : 36,1 %
- Pour un peu plus d'un tiers des établissements, les opérations de formation sont gérées en interne par le siège du groupe ou de la franchise, par les centrales d'achats ou les fournisseurs (dans une moindre mesure).
- 30,4 % des commerçants prévoient des formations pour 2009, et dans 58,8 % des cas par l'intermédiaire d'un plan de formation. Le recours au Droit Individuel à la Formation (DIF) est cité environ une fois sur cinq.
- Ces formations concernent 230 salariés (hors formation interne) pour les répondants à l'enquête.
- La formation interne est un processus qui concerne en moyenne 46 % des répondants, ce qui le place largement comme le premier vecteur de formation des salariés du commerce.
- De ce fait, les formations réglementaires et les formations aux techniques industrielles sont certes plébiscitées mais nettement moins fréquemment : elles représentent 15,7 % des formations prévues en 2009.
- La conjoncture n'est pas de nature à modifier le plan de formation établi. En effet, aucun établissement n'envisage une modification du plan de formation 2009 si l'activité ne repart pas.
- Lorsque les dirigeants n'ont pas prévu de formations en 2009, très peu d'établissements (cinq au total) sont disposés à mettre en place des formations. Ces commerces sont autant favorables au plan de formation qu'au DIF. Ces opérations concerneraient 26 personnes.
- Parmi les formations envisagées, trois établissements sur cinq se positionnent sur des formations réglementaires.
- Les questions sur le niveau d'activité actuel des commerçants restent sensibles, car 60 % des commerçants enquêtés ne souhaitent pas répondre. On peut néanmoins retenir que, par rapport à la même période de l'année dernière (les deux premiers mois de l'année), la baisse du carnet de commandes atteint en moyenne 12,5 % tout comme celle du chiffre d'affaires.
- Sur les perspectives d'emploi, la plupart des commerçants sont indécis, mais dans 27,5% des cas, il est prévu de stabiliser les effectifs, même si la conjoncture persiste.

ANNEXE : QUESTIONNAIRE

Identification de l'entreprise

Raison sociale :

Adresse complète :

.....

Tél : Fax :

Code APE :

Nature de votre activité : Effectif

01 : Avez-vous prévu des formations pour 2009 ?

Oui Non

Si Non, aller à la question 7.

02 : Si Oui, quels dispositifs comptiez-vous utiliser ?

- Plan de formation
- Droit Individuel à la Formation (DIF)
- Contrat de professionnalisation
- Période de professionnalisation
- Autres

03 : Combien de personnes sont-elles concernées ?

04 : Quelle est la nature des formations envisagées ?

- Formation réglementaire
- Orientation professionnelle / ressources humaines
- Informatique – réseau – TIC
- Outils bureautiques
- Techniques industrielles
- Langues
- Compta Gestion
- Autres

05 : La conjoncture actuelle vous incite-elle à modifier ce plan ?

Oui Non

Si Non, aller à la question 11

06 : Si oui, vous souhaitez :

- Un renforcement du plan de formation
- Une réduction du plan de formation
- Autres

aller à la question 11

Si vous avez répondu Non à la question 1

07 : La conjoncture actuelle pourrait-elle vous inciter à mettre en place des formations ?

- Oui
- Non

Si Non, aller à la question 11.

08 : Si oui, quels dispositifs comptez-vous mettre en place ?

- Plan de formation
- Droit Individuel à la Formation (DIF)
- Contrat de professionnalisation
- Période de professionnalisation
- Autres

09 : Combien de personnes seraient concernées ?

10 : Quelle serait la nature des formations envisagées ?

- Formation réglementaire
- Orientation professionnelle / ressources humaines
- Informatique – réseau – TIC
- Outils bureautiques
- Techniques industrielles
- Langues
- Compta Gestion
- Autres

11 : Votre carnet de commandes depuis le 1^{er} janvier a (par rapport à la même période de l'année dernière) :

- Augmenté ↗%
- Stagné →
- Baissé ↘%

12 : Votre chiffre d'affaires depuis le 1^{er} janvier a (par rapport à la même période de l'année dernière):

- Augmenté ↗%
- Stagné →
- Baissé ↘%

13 : En matière d'emploi, si la conjoncture devait perdurer, avez-vous l'intention de :

- Embaucher
- Licencier
- Mettre en place une procédure de chômage partiel ou technique
- Vous êtes déjà en procédure de chômage partiel ou technique
- Autres